



## HAITI Flash Info de la Sécurité Alimentaire

N° 32 / Période couverte : Février 2008

Publication : Mars 2008

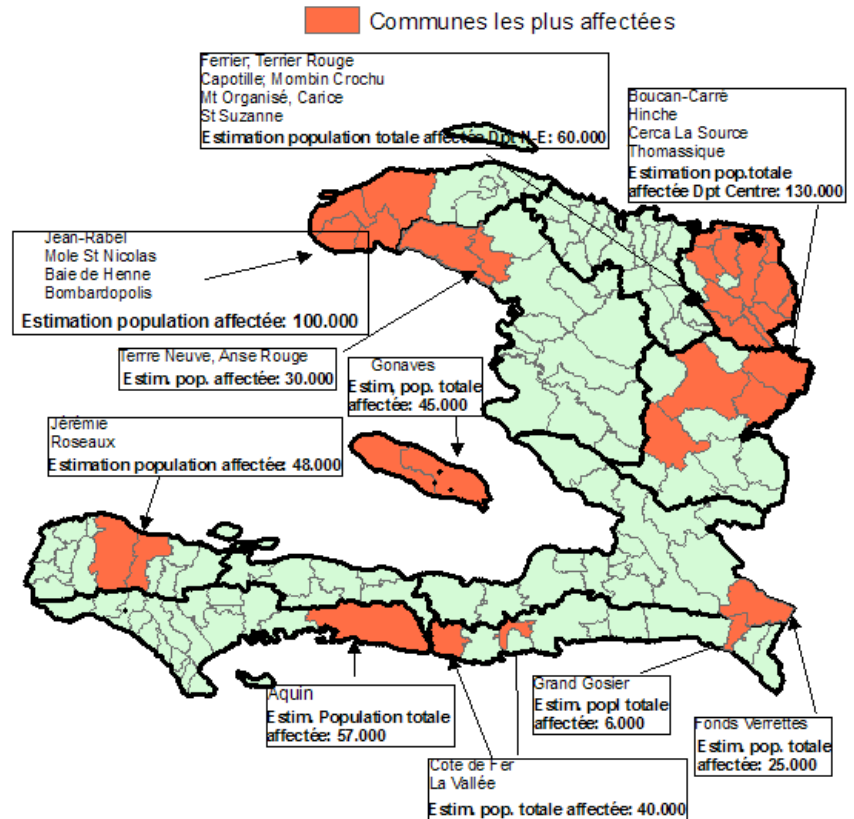
Les prix des produits alimentaires les plus consommés (riz, maïs, haricot, huile) ont augmenté de 6 pour cent en février 2008 par rapport à janvier 2008 et de 20 pour cent par rapport à février 2007. La hausse des prix des aliments de base reste le principal problème d'insécurité alimentaire pour le pays en ce moment. L'insécurité alimentaire actuelle provient aussi de la faible performance agricole de la dernière saison en raison des inondations et de la sécheresse.

Les communes situées dans les départements du Nord-Ouest, du Nord-Est et du Centre sont les plus affectées par cette insécurité alimentaire (Figure 1). En estimant à 60 pourcent la population de ces communes la plus touchée, environ 550.000 personnes fait face à d'énormes difficultés actuellement. Des stratégies de survie telles que la vente du bétail et la production de charbon de bois sont utilisées de façon accrue par les ménages les plus affectés. Ces derniers ont urgemment besoin d'interventions extérieures pour éviter une détérioration rapide de leurs conditions d'existence.

Les interventions suivantes sont recommandées :

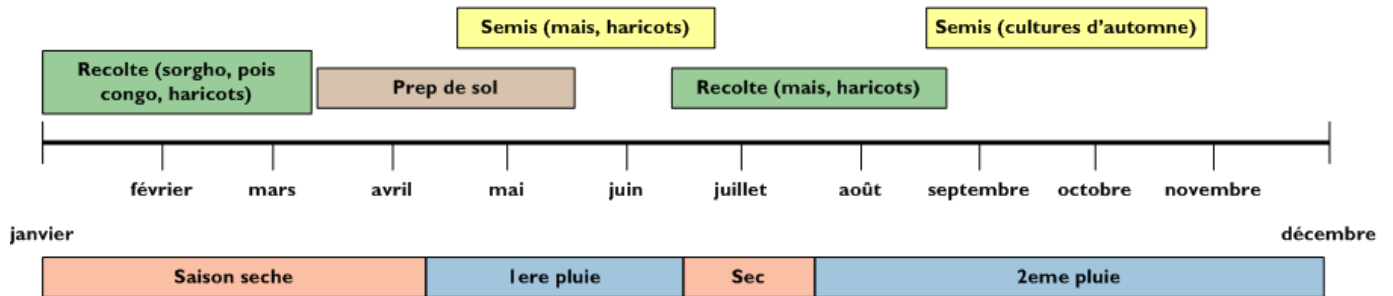
- Au Gouvernement, le démarrage rapide des programmes d'urgence (dont la création de 20.000 emplois temporaires);
- Au Ministère de l'Agriculture et la FAO, la distribution d'une plus grande quantité de semences améliorées de maïs et de haricots dans les zones les plus durement touchées par l'insécurité alimentaire actuelle;
- Au Ministère de la Santé Publique, l'UNICEF et le PAM, le renforcement des programmes alimentaires spéciaux et des suppléments alimentaires aux groupes les plus vulnérables de la population;
- Aux ONGS et autres projets intervenant sur le terrain, le renforcement des programmes de type « food for work » et « cash for work » pour augmenter la disponibilité et l'accès aux aliments dans les zones les plus affectées;
- Aux institutions impliquées dans la sécurité alimentaire, leur participation active dans l'élaboration d'un plan de contingence pour mieux répondre à la crise alimentaire actuelle.

Figure 1. Zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire actuelle



Source : FEWS NET, Mars 2008

**Calendrier saisonnier et événements significatifs**



**Suivi des prévisions faites en janvier 2008**

Au milieu du premier trimestre 2008, les projections du scénario pessimiste qui ont été faites en janvier ont eu tendance à se concrétiser. Telle que prévue par l’International Research Institute for Climate and Society (IRI), la sécheresse, habituelle pour la période, était quand même plus prononcée. Notons, cependant, qu’IRI vient de réviser à la hausse les probabilités de pluies favorables pendant la période de mars à mai. Il estime à 40 pour cent les chances d’avoir des pluies supérieures à la normale historique pour cette période, 35 pour cent les chances d’avoir des pluies proches de la normale, et à seulement 25 pour cent les chances d’avoir des pluies inférieures à la normale. Par contre, avec cette révision des prévisions météorologiques, les risques d’inondations augmentent. Le niveau de l’inflation (en glissement annuel) affiche une tendance à la hausse en passant de 9 pour cent en novembre à 11 pour cent en janvier. La flambée des prix des produits alimentaires explique, en grande partie, l’augmentation de l’inflation. Dans de nombreuses régions du pays, la situation alimentaire commence à s’empirer. C’est le cas des localités situées au niveau des zones côtières et agro-pastorales sèches. D’après un cadre de l’Agro Action Allemande (AAA) contacté, environ les deux tiers de la population du ‘Far West’ (département du Nord-Ouest) vivaient dans une insécurité alimentaire accrue. Il y aurait eu cette année un déficit céréalier de 8 000 tonnes dans la région, contre un déficit habituel d’environ 2 000 tonnes; la région produit en temps normal environ 16 000 tonnes de céréales environ. Même si la CNSA et FEWS NET considèrent que cette insécurité alimentaire peut encore être techniquement qualifiée de modérée (eu égard aux options d’ajustement dont disposent encore les ménages), force est de constater que les conditions de vie actuelles sont très difficiles.

Des mouvements sociaux et politiques alimentés par la cherté de la vie et l’insécurité alimentaire ont même été enregistrés au cours du mois de février. Il convient toutefois de noter que le Gouvernement s’est engagé au cours du trimestre à prendre dans le court terme des mesures visant à augmenter les opportunités d’emplois pour les ménages pauvres et à créer les conditions susceptibles de contrer la tendance haussière des prix des aliments de base.

**Résumé des risques actuels**

L’inflation qui dépasse de nouveau les 11 pour cent constitue sans doute le principal problème auquel fait face la population haïtienne. Elle constituera aussi, dans les mois à venir, la plus grave menace à la sécurité alimentaire pour la majorité de la population, en particulier des ménages pauvres. La hausse des prix des aliments est particulièrement préoccupante. L’augmentation de la demande et la diminution de l’offre des céréales sur le marché international (riz, blé, maïs) est l’une des principales causes de l’augmentation des prix des aliments en Haïti. La tendance des prix sur le marché international résulte des facteurs suivants : 1) une demande accrue de céréales pour la production de produits carnés dans les pays émergents (principalement la Chine et l’Inde); 2) une utilisation accrue du maïs dans la production de bio-carburant, et; 3) des chocs climatologiques comme la sécheresse de l’année dernière en Australie et le gel et les inondations durant la période de récolte de blé respectivement dans les zones de production des États Unis et de l’Europe. Malheureusement, les prix de carburant à la pompe devraient aussi augmenter bientôt, ce qui provoquera une plus grande inflation. A 130 dollars le baril sur le marché de New York dans la première moitié du mois en cours, le prix du carburant n’avait jamais été aussi haut sur le marché international.

## Evolution de la saison agricole et perspectives de production au niveau national

Le mois de février, habituellement caractérisé par un pic de sécheresse, a été plus sec que normal cette année. Seuls les départements de l'Ouest, du centre et le Plateau de Rochelois (dans le département des Nippes) ont bénéficié d'une pluviométrie de l'ordre de 10 mm durant les deux premières décades. Dans le département des Nippes, la sécheresse de cette année est l'une des plus sévères enregistrées au cours des cinq dernières années. Les zones qui en sont les plus durement frappées sont Petit Trou de Nippes, Anse à Veau, et Petite Rivière de Nippes. Bien qu'habituels, les effets de la sécheresse sont amplifiés cette année par la hausse du coût de la vie.

La faiblesse de la pluviométrie a entraîné un net ralentissement des activités agricoles dans la majeure partie des zones agro écologiques du pays. Notons que la saison de printemps devrait commencer mi-mars/début-avril, et les prévisions climatiques à ce stade suggèrent qu'elle sera bien ou peut-être trop arrosée. Les inondations sont à craindre au mois de mai, car ce mois connaît déjà normalement de très fortes pluies. Si la pénurie des semences est évitée, la production agricole de la saison qui vient devrait être normale.

### Situation agricole et alimentaire actuelle et perspectives

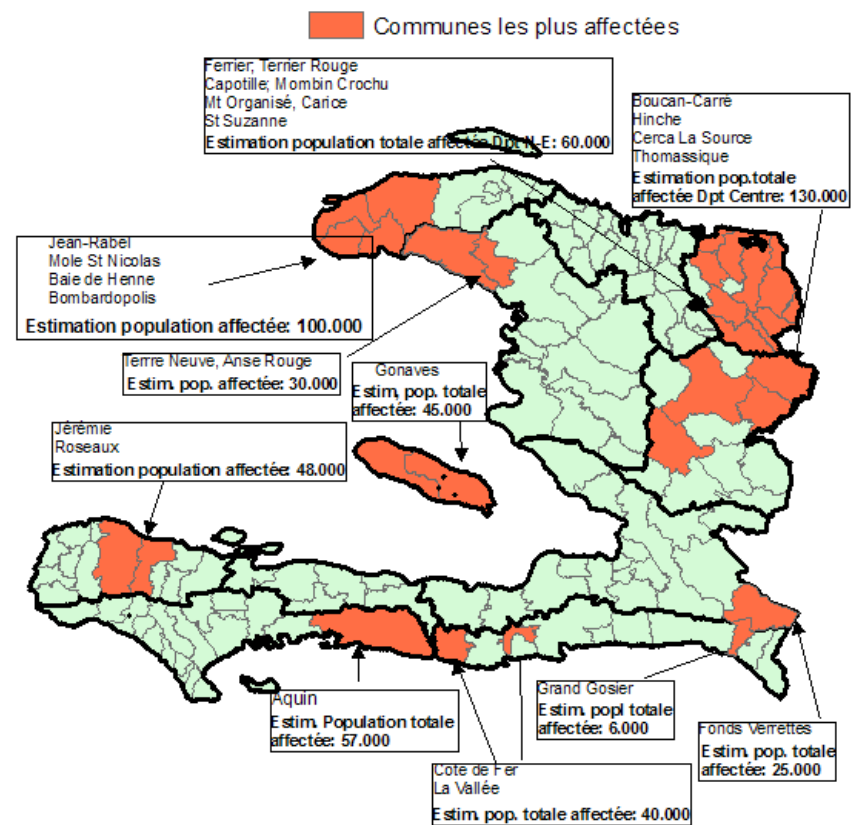
La situation alimentaire actuelle est caractérisée par de faibles disponibilités en céréales et haricots dans la plupart des zones du pays (). Cela est dû à une mauvaise saison d'hiver cette année en raison de nombreuses contraintes, dont la sécheresse et l'endommagement des infrastructures agricoles suite aux fortes pluies de la fin de l'année 2007. La Figure 3 montre les communes les plus affectées par la faible performance de la dernière saison hivernale, couplée avec la hausse de prix et des facteurs structurels de vulnérabilité. En faisant l'hypothèse qu'environ 60 pourcent de la population de ces communes serait la plus affectée, des ménages comptant environ 550.000 personnes auront du mal à faire face à la crise alimentaire actuelle sans assistance extérieure. Des poches d'insécurité alimentaire plus ou moins sévères existent dans tous les départements du pays, mais le nombre additionnel de personnes à assister d'urgence est difficile à estimer à ce stade.

Dans le département du Nord-Ouest qui a un régime pluviométrique particulier à cause des vents du Nordé, les parcelles observées dans les zones de plaine sont en pleine production. Cependant, les récoltes attendues ne sont pas prometteuses. Selon l'AAA, les productions de maïs et de haricot dans cette zone pourraient chuter de 50 pour cent et de 80 pour cent respectivement par rapport à la normale en raison d'une part d'un manque de semences et d'autre part du fait que beaucoup d'agriculteurs ont semé tard.

Dans de nombreuses régions (zones de plaines des Nippes et des montagnes du Nord-Ouest), on observe également un début d'activité de préparation de sol dans l'attente de la saison des pluies pour la campagne de printemps. Cette campagne agricole du printemps – la plus importante de l'année dans pratiquement tout le pays – risque de faire face à un manque de semences, suite aux séquelles des dernières inondations de la fin 2007 et à la faible production de haricots de la campagne agricole d'hiver. Une bonne partie des grains destinés à la plantation serait en train d'être consommée.

Selon le Système d'Alerte Précoce et de Sécurité Alimentaire, établi dans le Nord et le Nord-Est et piloté par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), les productions de haricot et de maïs des zones irriguées seront faibles à cause de la diminution du

**Figure 3.** Zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire actuelle



Source : FEWS NET, Mars 2008

débit des cours d'eau. Dans les zones de montagnes humides celles-ci seront très faibles, voire nulles en raison de l'arrêt prématuré des pluies.

Au niveau du département de l'Artibonite, plus précisément dans la Vallée, la sécheresse a frappé fort, notamment dans les communes de Grande Saline, Desdunes, l'Estère, et la cinquième section communale de Saint Marc qui se trouvent en queue du système d'irrigation du fleuve de l'Artibonite. A cause du mauvais curage des canaux d'irrigation et du faible débit du fleuve, ces localités n'ont pas pu bénéficier de l'eau du fleuve pour l'irrigation. Dans les autres zones de la Vallée de l'Artibonite, la disponibilité alimentaire est relativement bonne car, selon le Responsable du Bureau agricole communale de Marchand et de Petite Rivière de l'Artibonite, de bonnes récoltes de patate douce et de haricots sont actuellement enregistrées.

### Accès aux aliments sur les marchés

En février, les prix des principaux produits alimentaires de base ont continué à grimper sur tous les grands marchés de consommation.

Sur le marché des Cayes (Département du Sud), l'un des plus grands marchés de production de maïs et de haricots, la hausse des prix des produits alimentaires a été très marquée de janvier à février (Figure 4). D'après le Service des Statistiques Agricoles du Ministère de l'Agriculture, cette tendance à la hausse de prix enregistrée doit être attribuée notamment à une faible disponibilité de ces produits sur les marchés de production, de regroupement, et de consommation, surtout dans la région Sud. Cette rareté serait, elle-même, le résultat, entre autres, de la perte de récolte de haricot dans la plupart des communes du sud à cause de la sécheresse. D'après le SAPSAP, cette même situation est observée dans les départements du Nord et du Nord-Est, où l'on note une carence en maïs moulu local et haricots sur différents marchés. A noter que les prix en détail par département seront disponibles sur le site web de la CNSA au [www.cnsahaiti.org](http://www.cnsahaiti.org).

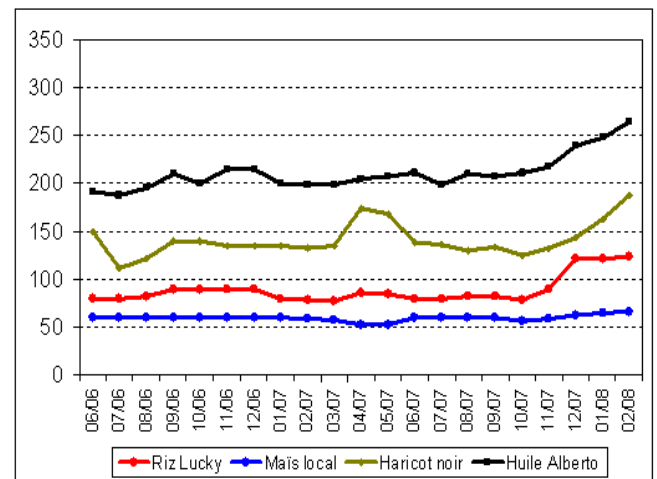
Même dans les conditions idéales de pluviométrie, les besoins nationaux couverts par la production nationale comptent pour 40 pour cent. Haïti est donc très vulnérable à la fluctuation des prix sur le marché international. La diminution de la production agricole nationale occasionnée par les inondations de fin 2007, suivies de la sécheresse, ne fait qu'engendrer une plus grande dépendance du pays vis-à-vis du marché extérieur. Rappelons aussi que la grande majorité des ménages haïtiens, en particulier les plus pauvres, dépend du marché pour leur alimentation. La situation économique détermine, donc, largement les conditions de sécurité alimentaire des ménages.

### Stratégies de survie utilisées

Malgré la sévérité de la sécheresse et de la cherté du coût de la vie, les niveaux de stratégie de survie qu'adopte la population n'indiquent pas jusqu'à présent qu'il y a une sévère crise alimentaire. Cependant, la persistance de ces conditions sur le long terme, si rien n'est fait, peut déboucher sur une crise alimentaire plus sévère. A noter que dans les conditions actuelles, le suivi de la sécurité alimentaire des ménages urbains n'est pas assuré, ce qui entraîne une déficience des connaissances des modes de vie et des stratégies de survie dans ce milieu. Les stratégies de survie en train d'être utilisées par les ménages sont les suivants :

- Substitution des aliments et réduction des quantités consommées. La principale stratégie utilisée par la majorité des ménages consultés par les partenaires de terrain est la substitution de certains aliments par d'autres, moins chers, même s'ils ont une moindre valeur nutritive. C'est ainsi que la diminution de production du haricot aura des impacts de non seulement sur la diète alimentaire des ménages (le haricot étant la principale source de protéine des ménages en milieu rural), mais aussi en termes de revenus (car le haricot est aussi l'une des principales cultures de rente).

**Figure 4.** Évolution des prix des produits alimentaires sur le marché des Cayes (Sud d'Haïti).



Source : CNSA/FEWSNET, janvier 2008

Note : Les prix sont exprimés en gourdes par marmite de 6 lb pour les céréales et les grains et en gourdes par gallon pour l'huile.

- Vente des animaux. Les observateurs-clefs des Nippes (Région Sud d'Haïti) et des départements du Nord et du Nord-Est signalent une vente accrue de bétail (bœufs, surtout) en raison de la pénurie de fourrage. Il n'y a pas encore d'évidence de vente accrue de petits ruminants (surtout les cabris), une des premières stratégies de survie adoptée par les ménages pauvres car ces derniers ne possèdent pas de gros bétail.
- Production accrue de charbon de bois en milieu rural. D'après le responsable de liaison de la CNSA du département des Nippes, de fortes productions de charbon de bois sont enregistrées dans les plaines et même dans le plateau de Rochelais, situation qui n'existait pas auparavant. La production de charbon dans les Nippes doit être suivie de près car, avec une couverture végétale estimée entre 3 et 4 pour cent alors que la moyenne nationale est comprise entre 1 et 2 pour cent, ce département est, après la Grande Anse, le deuxième le plus boisé du pays.

## Recommandations

Les principales recommandations sont adressées :

### Au Gouvernement

- La Primature gagnerait à démarrer rapidement les programmes d'urgence destinés à réduire la cherté de la vie (création d'environ 20.000 emplois temporaires, facilitation de crédit au bénéfice des catégories non éligibles au crédit institutionnel et bancaire et interventions à caractère solidaire);
- Le Ministère de l'Agriculture et la FAO devraient distribuer davantage de semences améliorées de maïs et de haricots. Les interventions devraient surtout être concentrées dans les zones les plus durement touchées par la sécheresse et les inondations de fin 2007;
- Le Ministère de la Santé Publique, l'UNICEF et le PAM devraient renforcer les programmes d'assistance alimentaire et de suppléments alimentaires aux couches les plus vulnérables (femmes, enfants, personnes affectées par le virus du SIDA), en commençant pas les zones les plus affectées par l'insécurité alimentaire ('Far West', Nord-Est, La Gonâve, Aquin, La Vallée de Jacmel, Plateau central);

### Aux ONGs et autres projets intervenant sur le terrain

Poursuivre les programmes «cash for work» afin de créer des sources de revenus pour les plus démunis;

### Aux institutions impliquées dans la sécurité alimentaire

Participer activement à l'élaboration d'un plan de contingence pour mieux se préparer à répondre à la crise alimentaire actuelle provoquée par la forte hausse des prix des aliments et pour renforcer les programmes du Gouvernement dans ce domaine.

Ce rapport est produit avec la collaboration de :



Contact: Reynold Saintval: [rsaintval@cnsahaiti.org](mailto:rsaintval@cnsahaiti.org) ou Edwin Mompremier: [emompremier@fews.net](mailto:emompremier@fews.net). Sites web : [www.cnsahaiti.org](http://www.cnsahaiti.org); [www.fews.net/haiti](http://www.fews.net/haiti)